DÉPARTEMENT DES DEUX-SÈVRES — CIRCONSCRIPTION DE BRESSUIRE - THOUARS

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967



Albert MILON

Instituteur,

Ancien Combattant de la Résistance.

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

pour l'union des Forces de Gauche et démocratiques

ELECTEURS, ELECTRICES,

Le **5 mars,** vous aurez à choisir entre :

— la poursuite de la politique réactionnaire gaulliste ;

— une politique démocratique répondant aux intérêts des travailleurs et à ceux du pays.

La politique réactionnaire gaulliste a signifié :

— la baisse du pouvoir d'achat des salariés par la « stabilisation » des salaires, la régression des allocations familiales, le sous-emploi (600.000 chômeurs prévus dans le Ve Plan) ;

— le sous-équipement de notre région (qui vient au 17e rang sur 21 dans les prévisions du Ve Plan) en industries, en logements (la moitié ont plus de cent ans), en établissements scolaires, hospitaliers, sportifs ;

— la dépopulation des Deux-Sèvres (3.000 jeunes quittent le département chaque année), surtout dans les campagnes où, volontairement, on ferme les écoles, les gares, les lignes secondaires de la S.N.C.F., les bureaux de poste ;

— une fiscalité écrasante : le nombre des salariés assujettis à l'impôt sur le revenu a doublé depuis neuf ans ; les impôts indirects, qui font la vie chère, représentent 63 % des recettes fiscales.

Tous les Députés sortants des Deux-Sèvres : U.N.R., Centriste, Indépendant, ont approuvé cette politique.

Une politique de progrès social est possible :

— un quart du budget de l'Etat est englouti par l'Armée et la Force de frappe ;

— la production a augmenté de 50 % et la productivité de 40 %, mais cette augmentation du revenu national n'a profité qu'aux Sociétés capitalistes, dont les bénéfices ont augmenté de 70 % et même de 100 % sous le régime gaulliste qui leur a accordé, en plus, de scandaleux privilèges fiscaux.

T.S.V.P.

Une autre politique doit réaliser une plus juste répartition des fruits du travail :

— une augmentation générale des salaires, traitements et retraites, et l'application de revendications syndicales telles que : pas de salaires en dessous de 60.000 AF ; à travail égal, salaire égal ;

— un plan de développement de notre région avec l'implantation d'usines, et notamment d'industries de transformation des produits de l'agriculture ;

— une aide aux exploitations familiales agricoles sans discrimination de superficie, le soutien de la coopération rurale sous toutes ses formes, une plus juste répartition des fonds de régularisation des marchés ;

— une politique du logement mettant fin aux augmentations semestrielles des loyers H.L.M. et développant la construction (350 demandes non satisfaites à Bressuire) ;

— la limitation de l'augmentation des impôts municipaux avec la prise en charge par l'Etat des dépenses qui lui reviennent : nationalisation du Lycée Classique, Moderne et Technique de Thouars et du Lycée mixte de Bressuire, installation sans frais pour les communes du téléphone automatique dans la région de Bressuire et dans celle de Thouars ;

— aide aux Municipalités qui veulent s'équiper ;

— l'allègement de la fiscalité par l'élévation à 500.000 AF du taux d'exonération à la base pour le calcul de l'impôt sur le revenu, par la réduction des taxes sur les produits de grande consommation, par l'abrogation de la loi portant extension de la T.V.A. ;

— une politique de l'Education nationale consacrant le quart du Budget à l'Enseignement public, le rétablissement de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, l'arrêt de la fermeture des classes rurales, l'ouverture de maternelles ;

l'inscription du C.E.T. garçons de Bressuire sur la carte scolaire ;

le maintien et le développement des classes terminales aux Lycées de Bressuire et de Thouars.

Un tel changement de l'orientation économique de notre pays est inséparable d'une réforme démocratique de la Constitution rétablissant les pouvoirs des élus du peuple, mettant fin à l'emprise des puissances d'argent sur la politique, l'administration et l'information.

Ces changements sont possibles par l'union des travailleurs, des communistes, des socialistes et de toutes les forces de Gauche hostiles à la réaction, que celle-ci se présente sous l'étiquette U.N.R. ou sous toute autre formation « centriste » ou « indépendante ».

Les communistes ont toujours lutté pour l'union de la Gauche autour d'un programme commun de Gouvernement.

Dès le premier tour, en faisant largement confiance au candidat du Parti Communiste, vous montrerez sans équivoque votre volonté de changement et votre volonté d'union des forces de progrès.

Dès le premier tour, votez

Albert MILON

IMP. P. BARREAU - NIORT